ASSEMBLÉE NATIONALE

2 mai 2025

SIMPLIFICATION DU DROIT DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT - (N° 1240)

Adopté

AMENDEMENT

N° CE32

présenté par

M. Pribetich, Mme Battistel, M. Naillet, M. Potier, Mme Rossi, Mme Thomin, M. Echaniz,
M. Lhardit, M. Benbrahim et les membres du groupe Socialistes et apparentés

ARTICLE PREMIER

I. – À l'alinéa 3 substituer au mot :

« supprimé »,

les mots :

« ainsi modifié » :

II. – En conséquence, après l'alinéa 3 insérer l'alinéa suivant :

« Après le mot : « délibération », sont insérés les mots : « le représentant de l'État dans le département met l'établissement public précité en demeure d'y procéder dans un délai d'un an. Lorsque ce délai expire à compter du premier jour du sixième mois précédant le renouvellement général des conseils municipaux, il est prorogé de six mois. À défaut de délibération à l'expiration de ces délais, ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement des députés Socialistes et apparentés vise à donner plus de souplesses aux établissements publics chargés des SCoT sans supprimer totalement la sanction de la caducité en l'absence d'actualisation de ces documents.

La caducité entraîne la remise en vigueur de l'interdiction d'ouverture à l'urbanisation qui résulte de l'absence de SCoT opposable. Il s'agit donc d'une sanction dissuasive imposant une actualisation régulière, une fois par mandature, de ces documents. Au regard du rôle accru attribué aux SCoT dans la planification du déploiement des énergies renouvelables ou la mise en oeuvre de l'objectif zéro artificialisation nette, ce rythme minimal d'actualisation est de plus en plus pertinent.

Par ailleurs il est important de rappeler que cette actualisation prend soit la forme d'une révision, soit la forme d'une évaluation donnant lieu à son maintien en vigueur. Cette dernière modalité pour

satisfaire cette obligation apparaît de bonne administration et ne représente pas, vu la taille des SCoT actuels, une charge excessive pour les établissements publics concernés.

Supprimer toute conséquence à l'absence d'un tel rendez-vous, a minima d'évaluation, risquerait de priver cette obligation d'effectivité.

Pour autant, la procédure de révision du SCoT peut être particulièrement lourde et complexe et la mise en oeuvre de cette évaluation peut s'avérer plus longue que prévue. Il apparaît donc pertinent de rendre un peu de flexibilité aux collectivités concernées.

Ainsi cet amendement de compromis propose un dispositif de mise en demeure par le Préfet accordant un délai supplémentaire d'un an pour la régularisation de cette situation. Ce délai supplémentaire pour être prorogé de six mois supplémentaires en cas de concomitance entre l'expiration de ce délai et la période pré-électorale précédent le renouvellement général des conseils municipaux. Ainsi les collectivités concernées pourraient bénéficier jusqu'à 25 % de temps de plus pour réaliser, a minima, une évaluation de l'application de leur SCoT avant la mise en oeuvre de la caducité.